



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas,
sur la révision de la carte communale
de Montégut (32)**

n°saisine 2017-5329

n°MRAe 2017DKO128

La mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable, en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016 et du 19 décembre 2016 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

Vu la délibération n°2016-01 de la MRAe, en date du 24 juin 2016, portant délégation à Marc Challéat, président de la MRAe, et à Bernard Abrial, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°2017-5329** ;
- **révision de la carte communale de Montégut (32), déposée par la commune** ;
- reçue le 13 juillet 2017 ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 03 août 2017 ;

Considérant que la commune de Montégut, qui dispose d'une superficie de 1 142 ha et de 659 habitants (source INSEE 2014), révisé sa carte communale afin de permettre l'extension de sa surface urbanisable en vue de la réalisation d'aménagements et de constructions sur une superficie de 19,32 ha ;

Considérant la nature du projet qui consiste à réaliser un centre de rééducation des cérébraux-lésés adultes ainsi que 40 logements destinés aux familles, personnels, médecins du centre de rééducation fonctionnelle d'une capacité d'accueil de 140 résidents ;

Considérant que le secteur destiné à être urbanisé est localisé en dehors de zones répertoriées à enjeux écologiques, agricoles ou paysagers et de zones identifiées comme continuités écologiques à maintenir ou à renforcer ;

Considérant que les impacts potentiels du projet sur l'environnement sont réduits par :

- la mise en place d'une station d'épuration d'une capacité de 300 équivalents-habitants ;
- la mise en place d'un réseau de collecte des eaux pluviales et d'un ouvrage de rétention destiné à assurer la maîtrise des débits de ruissellement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de révision de la carte communale de Montégut, objet de la demande n°2017-5329, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale d'Occitanie : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr et sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 11 septembre 2017

Le président de la mission régionale
d'autorité environnementale,



Marc Challéat

Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Le président de la MRAe Occitanie
DREAL Occitanie
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

Recours hiérarchique : (Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire
Tour Séquoia
92055 La Défense Cedex

Recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34000 Montpellier

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.